

**Les associations culturelles au risque du “ néo-communautarisme ”?
Politiques de développement urbain, démarche artistique et valorisation des
liens domestiques :
Une comparaison franco-britannique**

Lionel Arnaud,

Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE)

Université Rennes 1

Résumé

Depuis une dizaine d'année, la contribution du “ Tiers secteur ” et/ou de “ l'économie sociale ” (qui se situent l'un et l'autre entre le marché et l'Etat) au développement économique local et à la cohésion sociale, tout comme le rôle des mobilisations sociales et économiques des habitants, est de plus en plus valorisée dans les stratégies de développement des villes européennes. A partir d'une enquête de terrain (entretiens semi-directifs, observation participante) conduite entre 2000 et 2005 dans deux grands festivals (multi-)culturels (le carnaval de Notting Hill et le Défilé de la Biennale de la Danse de Lyon), l'objectif de cet contribution est d'interroger l'usage de cette revalorisation de la « communauté » dans le sens d'une opérationnalisation des capacités des associations, des mouvements et des groupes sociaux et culturels au service du développement économique des villes. L'analyse de ces deux projets, qui impliquent une part importante de minorités ethniques, permet de montrer que, aujourd'hui, cette approche « néo-communautaire » encouragée par les nouvelles politiques urbaines favorise une auto-organisation des habitants en mesure de limiter les effets destructeurs du marché tout en lui fournissant les moyens de sa propre perpétuation.

Summary

Since the end of the nineties, the contribution of the « third sector » and/or « social economy » (both located between market and state) to economic development and social cohesion, as well as the role of grassroots (or bottom-up) economic and social mobilisation is more and more emphasising in the developing economic strategies of the european cities. On the basis of a qualitative inquiry (participant observations and interviews) led in two great (multi-)cultural events (the Notting Hill Carnival and the *Défilé de la Biennale de la Danse*) from 2000 to 2005, the aim of this article is to interrogate the use of this revitalisation of “community” in a manner which operationnalises the capacities of diverse associations, social and cultural movements and groups to serve the economical development of cities. The analysis of these two projects, which involved a large part of ethnic minorities, enabled us to argue that, today, this « neo-communautarian » approach encouraged by new urban policies, offers the prospect of self-management to mop up the ill-effects of the market and to provide the conditions of its continued operation.

Les coopérations entre les villes et l'Union Européenne autour de projets intégrés de « régénération » urbaine ont contribué à renforcer une vision des territoires selon laquelle leur compétitivité se construit à travers l'activation de synergies entre les acteurs qui y opèrent et la valorisation du capital humain et social. Les identités, les réseaux sociaux que recèlent les territoires et leurs composantes seraient dès lors perçues comme des ressources essentielles dans la construction et la mise en œuvre des politiques locales (Le Galès 2003). Les politiques de développement urbain sont particulièrement exemplaires de ce point de vue. Que ce soit à Londres, avec des programmes comme le *City Challenge* et le *Single Regeneration Budget* (SRB), ou à Lyon dans le cadre de la Politique de la Ville et du Plan local d'insertion par l'économie (PLIE), il s'agit de convertir les liens forgés dans le cadre des mobilisations culturelles des habitants en ressources pour le développement économique local. Une telle approche visant à opérer un décroisement des savoirs sectoriels, à valoriser l'expérience de

L'ESS face à ses responsabilités

l'acteur de terrain - habitant ou acteur politico-administratif – et finalement à développer une régulation de type quasi-communautaire basée sur la confiance, la réciprocité et le sentiment d'appartenance à un quartier (Veltz 1994)¹. L'intervention des institutions publiques doit dès lors consister à conforter et pérenniser certains traits des fonctionnements de la société locale, "à institutionnaliser des régulations communautaires plutôt qu'à les brimer" (Pinson 2002). C'est cette revalorisation des liens communautaires par les politiques de développement économiques local que nous souhaitons interroger ici : à quel type d'usage renvoie cette notion floue, et surtout pour quels bénéfices et avec quelles conséquences ?

On peut distinguer trois grands acceptations du terme de communauté : une acceptation purement topographique tout d'abord, pour décrire un espace délimité, comme un village ou un voisinage; un type de relations sociales ensuite, qui n'a pas forcément de lien direct ni logique avec l'environnement ou les systèmes sociaux locaux, et qui n'est dès lors pas forcément tributaire d'une proximité géographique : les habitants des villes modernes peuvent obtenir ce sens de la communauté à travers la religion, les mouvements transnationaux, ou encore les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC); la communauté peut enfin désigner des liens domestiques, et plus largement un degré d'interconnexion entre les habitants, souvent forgé dans l'adversité et lié à un environnement vécu comme hostile. La notion de communauté se rapproche alors de celle de « capital social », défini comme un « bien collectif » (*public good*) que personne ne peut s'approprier à lui seul et qui intervient en pratique dans la vie sociale sous la forme d'un respect des obligations mutuelles et des normes de comportement en vigueur, et qui engendre à son tour des relations de confiance dépassant finalement les simples préoccupations de l'intérêt pour créer le cadre moral du groupe concerné (Coleman 1990). Or ce dont il s'agit surtout maintenant dans les discours sur le développement urbain est d'un capital social davantage conforme aux exigences politiques du développement local, tel que Robert Putnam l'a reformulé dans ses études sur la performance des institutions régionales en Italie (Putnam 1993). Soit d'un facteur qui, en l'occurrence, a rendu la gestion des régions italiennes satisfaisantes là où il se révélait conforme aux exigences de l'économie locale, et qui a au contraire constitué un handicap là où il ne l'était pas. Toute la question étant de savoir comment passer des liens forts de la communauté aux liens faibles du contrat sans pour autant détruire ce qui faisait justement l'intérêt des liens communautaires.

La comparaison entre la France et l'Angleterre est particulièrement stimulante de ce point de vue, tant les pouvoirs publics français se sont toujours montrés méfiants à l'égard de ce type de liens domestiques, alors même que les britanniques articulent sans complexe libéralisme économique et reconnaissance de groupe (Entzinger 2005; Favell 1998). D'un côté, la reconnaissance institutionnelle d'une économie fondée sur des liens domestiques passe nécessairement par le respect de certaines règles, en particulier un critère d'ouverture et de laïcité; de l'autre, le secteur communautaire, y compris lorsqu'il se fonde sur des liens ethniques, est de plus en plus directement sollicité dans le cadre d'une « Troisième voie » valorisée par le *New Labour* (White 2005).

Au delà de ces différences, nous souhaitons montrer que les politiques de développement économique s'appuient en fait de part et d'autres de la Manche sur une revalorisation des liens domestiques, en particulier chez les groupes sociaux dominés. A partir d'une comparaison entre deux grands festivals (multi-)culturels, le carnaval de Notting Hill à Londres et le défilé de la Biennale de la Danse de Lyon qui s'articulent l'un et l'autre étroitement au dynamisme des habitants et des associations culturelles, nous mettrons en évidence une approche « néo-communautariste » du développement local, dont la principale caractéristique est d'attribuer une valeur économique aux dynamiques relationnelles, aux relations de confiance et d'amitiés et qui, parce qu'elle transforme les registres d'action et les rôles sociaux et politiques des acteurs associatifs émanant du tiers secteur, peut s'interpréter comme une stratégie d'adaptation des métropoles au néolibéralisme (Jessop 2002)².

¹ Les travaux sur la « Troisième Italie » ont en particulier montré que des modèles d'organisation économiques régulés localement et fortement encadrés dans les sociétés locales résistaient mieux aux assauts de la globalisation que certains systèmes basés sur la production de masse, la concentration du capital et régulés au niveau national (Bagnasco et Triglia 1988).

² Ce travail s'appuie sur une trentaine d'entretiens réalisés à Londres et Lyon entre 2000 et 2005, et une

1. LONDRES : LA COMMUNAUTE COMME « TROISIEME VOIE »

La revitalisation de la communauté est un élément sous-jacent d'une nouvelle vision de la société diffusée par le *New Labour*, une société capable d'évoluer au delà de ce qui est perçu comme un choix stérile et simpliste entre l'état et le marché. Dans l'esprit du gouvernement travailliste, la communauté doit apporter avec elle la possibilité d'un ordre moral basé sur une identité collective ou partagée. Le premier ministre Tony Blair est explicite à ce sujet dans sa réflexion sur la « Troisième voie » : les communautés fortes dépendent de valeurs partagées et de la reconnaissance des droits et des devoirs de la citoyenneté (Blair 1998). Il en résulte une nouvelle approche, beaucoup plus sensible à ce que les organismes communautaires peuvent apporter au développement économique local, notamment sous l'angle d'un « entrepreneuriat social » qui allierait compétences commerciales et aptitudes à piloter des projets sociaux (DTI 2002).

Cette reconnaissance du secteur communautaire dans le développement économique a eu un impact considérable sur le carnaval de Notting Hill, l'une des manifestations les plus célèbres mais aussi les plus critiquées de la capitale britannique (Arnaud 2007). Longtemps considéré comme un festival peu rentable et générateur de désordre, cette manifestation créée en 1958 par des immigrés afro-antillais récemment arrivés sur le sol britannique, est aujourd'hui présentée par le Maire de Londres comme un « événement de classe internationale » susceptibles de générer des bénéfices sociaux et économiques (Mayor of London 2004). L'accent est mis désormais sur « les effets économiques multiplicatifs de la contribution créative » du carnaval, sa contribution à l'économie londonienne étant estimée à plus de £93 millions chaque année tandis que sa préparation et son déroulement constitueraient un gisement potentiel de 3000 emplois à temps plein (LDA 2003). Dans ce contexte, et sous l'impulsion du GLA, la « communauté afro-antillaise » est sollicitée pour contribuer à la politique de « régénération » du Grand Londres, en même temps qu'à son propre développement économique. Dans le quartier de Paddington, certains centres communautaires associés à l'organisation du carnaval se sont par exemple regroupés en 1998 au sein d'un partenariat, le *Paddington Development Trust* (PDT) pour obtenir de l'argent du SRB et assumer la gestion du programme *Urban* de Queens Park. De 1999 à 2000, le SRB leur a confié £462 534 pour mettre en oeuvre le projet de quartier « *New Life for Paddington* » avec pour mission de « permettre aux habitants d'accéder à l'indépendance sociale et économique » (PDT 2002). Une ambition qui répond aux revendications des leaders afro-antillais, soucieux de valoriser économiquement le travail de leur « communauté », comme le souligne opportunément le chargé de mission que le GLA a affecté au Carnaval :

La communauté noire et africaine de Londres représente je dirais environ 25% de la population de Londres. Pourtant, le niveau de chômage est disproportionné par rapport à ces 25%, il y a de plus haut niveau de chômage parmi les segments noirs et afro-antillais que dans les autres segments de la population... Par conséquent voyez-vous, le carnaval est ici utilisé comme un très bon exemple de ce que nos arts et notre culture peuvent apporter à la communauté : augmenter l'estime de soi, donner le sens de la communauté, le sens des valeurs, le sens du travail... et contribuer à rendre les gens socialement inclus, leur donner le sentiment de faire partie de la ville parce qu'ils contribuent à sa richesse... Vous savez, il y a le sentiment général au sein de la communauté noire de ne pas avoir sa place à Londres. C'est ce qui se passe... Ce que nous essayons de faire avec la Cultural Team est de rendre sa place à la communauté noire en encourageant le développement communautaire. C'est à la base ce que nous essayons de faire ici. (Senior Cultural Projects Officer, GLA, entretien, 29 août 2002).

Dans l'esprit de la GLA, les relations fondées sur une appartenance dite « ethnique » doivent ainsi être comprises comme une forme distincte de capital social, construite à partir des possibilités culturelles propres à une communauté et qui inclue des obligations et des attentes, des canaux d'informations et des normes sociales. La continuité des modèles culturels mobilisés par le carnaval, la formation

participation-observante de la préparation et du déroulement du Défilé de Lyon en juillet et septembre 2002 et du Carnaval de Londres en août 2002.

L'ESS face à ses responsabilités

d'institutions inspirées des Caraïbes et le développement de pratiques culturelles socialisatrices fournissent à la fois une protection contre les discriminations extérieures et, pour la seconde génération en particulier, des opportunités pour le développement économique de la communauté (Zhou et Bankston 1994). A ce niveau, le carnaval de Notting Hill a incontestablement représenté une stratégie culturelle permettant de fournir aux minorités antillaises un support moral dans un environnement hostile, tout en étant perçu comme une ressource de développement économique potentielle pour les Antillais de Londres (LSFU 2001)³.

2. LYON : LA COMMUNAUTE COMME PROJET

A Lyon, c'est plus particulièrement sous l'impulsion de la Mission prospective et stratégie du Grand Lyon, *Millénaire 3*, mise en place par le maire Raymond Barre en 1997 dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise « Lyon 2010 », que la contribution des différents groupes socio-culturels au développement de l'agglomération a été mise en avant. Une analyse socio-culturelle des habitants de l'agglomération lyonnaise fait alors le constat que ce sont dans les communes de 20 000 à 100 000 habitants de la périphérie lyonnaise, là où résident la majeure partie des « populations issues de l'immigration » de l'agglomération, que l'on trouve les forces « les plus défricheuses et innovantes (...) ». Commanditaire de l'étude, *Millénaire 3* en appelle alors à l'intégration de ces « forces vives » dans le tissu local, en s'appuyant plus particulièrement sur « des manifestations populaires et sur des projets issus de la vie sociale métropolitaine » (Grand Lyon Prospective 1998).

Créé en 1996 par le directeur de la Maison de la Danse de Lyon sur le modèle des écoles de Samba brésiliennes pour « faire redescendre la danse dans la rue » (entretien, 30 mai 2002), le Défilé de la Biennale de la danse s'inscrit alors parfaitement dans une démarche plus large de remobilisation des populations en difficulté mais aussi de cohésion sociale et territoriale, au service d'une ville soucieuse de valoriser son image internationale. Avec l'aide d'un grand nombre de partenaires locaux, l'idée est de constituer une équipe artistique, d'associer les habitants des quartiers ciblés par le Contrat de Ville à l'élaboration d'un projet chorégraphique, en collaboration avec un maximum de structures socio-culturelles. En 2002, suite à une évaluation commandée par le PLIE de Lyon (ASDIC 2001), le Comité de pilotage du Défilé (présidé par le sous-préfet à la Ville et composé des représentants de l'Etat et des collectivités territoriales pour soutenir la mise en œuvre des projets) renforce sa dimension sociale en se dotant d'un groupe technique de suivi visant à accompagner les porteurs de projet dans le montage d'une action prenant en compte la dimension « insertion »⁴. Soutenu depuis le début des années 90 par un réseau d'institutionnels et de « médiateurs » associatifs (DRAC, FAS, l'association Inter Service Migrants (ISM), MJC et différentes associations socio-culturelles, ...), le mouvement hip hop qui se développait alors dans les différents quartiers populaires de l'agglomération a formé un support privilégié pour organiser le défilé. C'est en effet à partir de ce réseau associatif que le directeur de la Maison de la Danse entreprend de favoriser la rencontre entre amateurs et professionnels de la danse, de la musique, de la confection de costumes, etc. Mais si les projets sélectionnés s'identifient clairement à un quartier, un arrondissement ou à une municipalité, leurs participants viennent de tous les horizons socio-urbains pour former une population extrêmement hétérogène que seule la force du projet et le charisme des animateurs parvient à lier entre eux :

De toutes façons, d'une part le comité [de pilotage du défilé] ça fait longtemps qu'il regarde les publics et pas les territoires. Ce qu'ils veulent c'est des publics « populaires », entre guillemets, enfin c'est encore la meilleure définition, des publics « populaires » qui viennent ou non d'un territoire

³ Le rapport de la *London Skills Forecasting Unit (2001)*, soutenu par le Fonds social européen (FSE), est précisément consacré à la manière dont les entreprises gérées par des minorités ethniques contribuent à l'économie locale. Il souligne ainsi, jusque dans son titre, les « aptitudes, énergies et réseaux spécifiques » des communautés ethniques.

⁴ Fondé par la municipalité de Lyon en 1993, le PLIE centralise les financements en direction de l'insertion (Villes, Communauté urbaine de Lyon, Etat, Conseil général, Conseil régional, FSE) et se présente comme un outil de lutte contre l'exclusion qui permet de coordonner les acteurs économiques, sociaux et institutionnels afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

L'ESS face à ses responsabilités

labellisé Contrat de Ville. Et puis d'autre part, ça a beau être des crédits politique de la ville, quartier et territoire etc. tout le monde alors là pour le coup et Guy Darmet et les gens du comité de pilotage prônent le mélange aussi, c'est pas d'avoir... même dans le projet Vaulx-en-Velin ou dans le projet Vénissieux c'est d'avoir tous les habitants de Vaulx-en-Velin et tous les habitants de Vénissieux et pas seulement tel type de population... jeunes ou immigrés ou... (entretien avec les coordinateurs du Défilé, 13 juillet 2001).

Il ne s'agit donc pas uniquement qu'une structure fonctionne avec ses adhérents mais qu'ils y ait des résonances à l'échelle du territoire en associant les structures qui n'ont peut être pas l'habitude de travailler ensemble, faire en sorte par exemple que le centre social travaille avec l'école de musique, avec la MJC, avec la Mission locale, pour créer une émulation, une vraie dynamique à l'échelle du territoire entier. Les démarches de projet conduites dans le cadre du défilé construisent à partir des potentialités existantes et permettent de concilier les ressources des « populations issues de l'immigration » sans pour autant mettre en danger la cohésion sociale et la compétitivité du territoire qu'appellent de leurs vœux les élus du Grand Lyon. Le projet est alors le signe d'une communauté territoriale qui (re)construit son identité et son autonomie en se différenciant de son environnement, tout en négociant son insertion dans cet environnement.

3. DE L'INTERPERSONNEL A L'IMMATERIEL : UNE REQUALIFICATION DE LA COMMUNAUTE PAR L'ART

Qu'elles soient utilisées pour signifier une communauté ethnique identifiable ou un voisinage territorialement délimité, les démarches partenariales développées tant à Londres (dans le cadre du SRB) qu'à Lyon (dans le cadre des dispositifs de la politique de la ville) tentent d'évaluer une sorte d'identité ou un ensemble d'intérêts partagés ; elles se traduisent par l'identification de groupes de gens et de lieux particuliers aux travers desquels il devient possible de fournir ou d'accompagner un ensemble d'approches politiques et sociales, au delà de l'Etat et du marché. Dans ce système, l'action publique consiste à mettre en place les procédures et processus d'action permettant la convergence et la coopération entre les individus, tandis que l'intégration se reconfigure à travers des valeurs, des normes, des identités et des projets construits et partagés.

De ce point de vue, le carnaval de Notting Hill fournit un contexte privilégié pour le développement actif d'une grande variété de compétences créatives. Fort d'un savoir faire hérité de plusieurs générations, un concepteur de costume serait en mesure de transférer ses compétences dans le stylisme et la mode et donc de fournir un travail susceptible d'être vendu à un prix significatif dans le secteur des industries créatives. De même, le fait d'avoir travaillé pour le carnaval pourrait être valorisé dans la mesure où cette expérience peut ajouter de la valeur au *press book* des designer, voire introduire et/ou développer de nouvelles compétences (LDA 2003). A ce niveau, le carnaval est défini comme une :

communauté d'intérêt - des personnes liées les unes aux autres par une vision et des intérêts partagés. L'histoire du carnaval démontre clairement comment, dans des conditions hostiles, un événement culturel est devenu un véhicule pour l'auto- organisation de la communauté, un mouvement vers l'autosuffisance, l'empowerment, la participation et l'implication. (...) Le carnaval fournit des exemples riches du capital social, culturel, humain et intellectuel qui a toujours existé au sein du Carnaval de Notting Hill et plus largement au sein de l'industrie des arts du carnaval (Mayor of London 2004).

La mobilisation des concepteurs de costumes (sculpteurs/trices, stylistes, couturier(e)s, ...) repose ainsi sur l'appartenance à une même communauté culturelle et historique, liée par l'expérience du racisme et de ses luttes afférentes, mais aussi par une tradition carnavalesque commune et ancestrale. Mais si ces références partagées constituent un langage qui facilite l'intuition de ce qu'il faut faire et qui favorise l'anticipation des actions des uns et des autres, le travail de production artistique est ici tellement fondé sur des relations interpersonnelles, des logiques identitaires, voire familiales, qu'il peut finalement devenir difficile d'y greffer des projets de développement venus de l'extérieur, notamment en termes de création d'emplois. Ce que les participants au carnaval aiment appeler « *The Spirit of Carnival* » est d'ailleurs particulièrement lié au travail dans l'urgence, à l'absence d'horaires

L'ESS face à ses responsabilités

définis, et à cette connivence particulière née des nuits sans sommeil, de la fatigue accumulée (voire d'une griserie collective née de la consommation d'herbe et d'alcool) et surtout du sentiment de participer à un dynamique collective où chacun joue sa part de façon quasi spontanée. A ce niveau, on peut dire que le travail de création reste particulièrement « enchâssé » dans les liens communautaires, comme le reconnaissent sans peine les rapporteurs du LDA :

L'ensemble de la chaîne de production du carnaval repose tout particulièrement sur une force de travail volontaire. C'est un des facteurs qui fournit au Carnaval son atmosphère unique et qui agit comme un mécanisme de socialisation clé pour la communauté et le quartier. Néanmoins, les créateurs devraient être soutenus et rémunérés de façon professionnelle. Sinon il y a un danger que le Carnaval évolue de plus en plus en direction du secteur de l'art communautaire, lamentablement laissé à l'écart de son potentiel économique (LDA 2003).

En matière de développement local, l'un des rôles dévolu aux « créateurs » serait dès lors de contribuer au « dés-enchâssement » de la relation de travail, qui doit être « libérée » des contingences communautaires pour améliorer sa flexibilité et donc ses « potentialités économiques ». Au monde de production interpersonnel s'articulerait alors celui, plus immatériel, de la création et du projet⁵ auquel la démarche artistique est censée contribuer directement.

C'est particulièrement visible dans le Défilé de la Biennale de Lyon où les participants ne sont pour leur part liés ni par des affinités ethniques ni par des affinités familiales ni même territoriales, mais où il importe tout autant qu'à Londres de les faire adhérer à une pragmatique commune pour tenter de réduire l'incertitude de la relation. Aux relations interpersonnelles inscrites dans une communauté d'appartenance se substitue ici clairement la ré-invention d'une relation plus ouverte qui établit des connexions nouvelles entre les individus en même temps qu'elle les requalifie. Une démarche illustrée par les observations réalisées à Villeurbanne lors de la préparation du projet « Maravilhoso » pour l'édition 2002 du Défilé. Dans le cadre du volet insertion chargé de mettre en œuvre les orientations du PLIE, des ateliers d'expression susceptibles de redonner la « confiance en soi » nécessaire à l'élaboration d'un projet professionnel ont été mis en place au bénéfice d'un public ciblé (personnes durablement exclues du marché du travail, jeunes sans qualification, bénéficiaires du RMI, personnes reconnues Travailleurs handicapés, femmes isolés). A ce niveau, la démarche artistique doit permettre de partir des potentiels des individus pour les valoriser professionnellement, en même temps qu'elle participe d'une logique de « développement personnel » susceptible de se substituer à un épanouissement professionnel désormais compromis, comme l'explique la directrice adjointe du centre de formation en charge du suivi :

Les ateliers d'expression créative se présentent comme une expérience de socialisation idéale. Ils répondent bien à l'injonction de trouver une place et une identité. Dans ce sens, il s'agit d'une réparation. Ils stoppent le processus de désétayage enclenché par la perte d'emploi et les processus de dépersonnalisation qu'il induit. Ils substituent à une situation négative une position positive : une place et une identité dans un groupe qui n'exclut personne. C'est grâce à cette expérience que la personne sera capable d'en chercher une autre dans un autre contexte. Elle vient d'en trouver une dans une situation inconnue (les ateliers d'expression créative ne sont pas de son univers familial) (C2D-Tremplin ANEPA 2000).

Comme le notent Robert Salais et Michael Storper (1993 p. 54), « La situation immatérielle n'est tendue que par la visée « faire du neuf avec de l'ancien », requalifier les objets de la situation ». Encadrée par les professionnels du travail social, la démarche de création se confond ici avec le projet d'une nouvelle forme de lien social reposant sur l'explicitation et sur une mise en commun, par les individus, de leurs attentes et de leurs projets de vie. Elle n'implique pas forcément la dissolution des cadres sociaux où évoluent les individus, mais elle entraîne leur relativisation, leur mise à distance

⁵ Nous nous référons ici à la modélisation développée par Robert Salais et Michael Storper (1993) qui, dans leur travail sur les facteurs de développement des économies, distinguent quatre mondes possibles caractérisés chacun par des formes de traitement de l'incertitude différents : le monde de production industriel (prévision des comportements), le monde de production marchand (disponibilité immédiate), le monde de production interpersonnel (compréhension au sein d'une communauté de personnes) et le monde de production immatériel (confiance envers l'autre).

L'ESS face à ses responsabilités

critique⁶. Pour créer du même coup les conditions d'une accession à de nouveaux possibles sociaux, mais aussi d'une ouverture constante au changement, avec les risques d'anomie et d'insécurité sociale que cela comporte. Et de fait, une telle requalification ne se fait pas sans violences. Car si les artistes doivent inspirer ce processus, ils ne sont pas forcément les mieux préparés à l'affronter, tant la vie d'artiste mêle indistinctement temps de travail et temps libre : les artistes éprouvent la plupart du temps une certaine difficulté à délimiter les frontières de leurs temps de travail, qui se caractérise avant tout par son irrégularité. Sur la friche de Villeurbanne, les artistes se présentaient d'ailleurs fréquemment comme des « êtres totaux » : « C'est pas une profession, c'est ma vie ! » (notes d'observation, 21 juillet 2002). Être un artiste n'est ni un rôle, ni un statut, mais est envisagé comme un choix de vie et un art de vivre. Une volonté de ne pas séparer l'art et la vie qui est d'ailleurs au cœur de la critique culturelle formulée depuis les années 60, et que l'on retrouve dans la démarche des artistes mobilisés dans ces dispositifs :

Pour moi, ça fait partie de la même chose quand je viens, je vis ici, je partage autant avec les stagiaires qu'avec les intervenants, j'ai des relations directes personnelles avec tout le monde, quand je suis là, je vis ici, avec ce que je suis, avec mes fragilités, mes engagements, mes réflexions, mes colères, tout y passe, je suis comme ça... je ne me transforme pas en arrivant ici, je vis exactement ailleurs, sauf qu'ici je suis avec un groupe de gens avec qui je suis rentrée dans des relations extrêmement fortes, des vraies relations humaines, d'amitié de solidarité, d'échange (Plasticienne, responsable du projet, entretien informel, 16 juillet 2002)

Il s'ensuit un brouillage assez troublant de la distinction entre relation affective et relation professionnelle, entre le partage désintéressé d'intérêts communs et la poursuite d'intérêts professionnels ou économiques qui souligne l'ambiguïté de ces projets qui tentent de réinventer des solidarités suffisamment fermées pour créer des liens et des normes de comportement, mais suffisamment ouvertes pour s'insérer dans le développement économique local.

CONCLUSION

Le contraste entre les deux festivals analysés dans notre enquête est à première vue évident : le Défilé de la Biennale de la Danse rassemble des individus venus d'horizons divers dans le cadre de projets communs, impulsés et soutenus par les pouvoirs publics, tandis que les carnavaliers de Notting Hill se mobilisent autour de solidarités primaires, identitaires et familiales, et sont engagés dans des logiques entrepreneuriales. D'un côté des liens faibles maintenus par la force d'un projet voulu et financé par les institutions, de l'autre des liens forts développés de façon quasi-autonome mais dont la richesse est mobilisée par la municipalité de Londres pour favoriser son développement économique. Dans les deux cas cependant, il s'agit bien de renforcer (*empower*) ou de re-inventer (démarche de projet) des identités culturelles susceptibles de « remettre les gens en mouvement ». Une reinvention qui mobilise certes des sociabilités réelles, mais qui s'articule aussi étroitement aux dispositifs mis en oeuvre par les pouvoirs publics français et britanniques, et où les interactions tissées avec les professionnels de l'action sociale forment en grande partie l'ossature de sociabilités qui n'aboutissent en fait qu'à des *analogons* de communauté, selon le mot de Robert Castel (1998).

A cet égard, il n'est pas indifférent que ces tentatives de remobilisation prennent appui sur l'art, tant la création artistique est devenue un modèle d'innovation à l'usage du nouveau capitalisme (Boltanski et Chiapello 1999; Menger 2002). L'artiste est ici convoqué non seulement pour sa capacité produire du sens à l'usage de villes en quête de cohésion sociale, mais aussi parce qu'il manifeste une autonomie, un engagement, une créativité individuelle et collective, une capacité d'initiative et d'apprentissage permanent, autant de qualités propres à s'adapter à un monde du travail désormais marqué par la flexibilité, l'intermittence, le multi-salariat. De ce point de vue, la nature « inspirée » du travail

⁶ Autour de la notion de « relation pure », Anthony Giddens explique qu' « aujourd'hui, ce sont d'abord les relations personnelles d'amitié ou d'intimité sexuelle qui peuvent jouer le rôle que jouaient les liens du sang dans les sociétés traditionnelles et devenir un [...] lieu fondamental d'investissement de la confiance », en précisant que « cette confiance doit être « travaillée », [qu']elle n'est plus tenue pour acquise, [qu'] elle devient un *projet* », (cité par Bernier 1998). Ce qui implique quand même d'être libre pour être en mesure de faire lien... voire de rester libre à l'intérieur même du lien.

L'ESS face à ses responsabilités

artistique (Heinich 1991) ^{doit} favoriser la re-invention d'un cadre communautaire « sans contrainte », dont la sociabilité s'appuie délibérément sur la fragilité de la frontière qui sépare l'activité de l'inactivité et l'emploi du chômage. Une re-invention communautaire qui constitue en ce sens la matrice d'une auto-organisation des habitants susceptible de limiter les effets destructeurs du marché, tout en fournissant à ce dernier les moyens de sa propre perpétuation.

BIBLIOGRAPHIE

- ASDIC** (2001), *Dispositif d'évaluation continue d'une démarche de mobilisation de publics en insertion, dans le cadre des Biennales de la danse et de l'art contemporain*, Rapport final, DDTEFP du Rhône / DRTEFP Rhône Alpes.
- Bagnasco A. et Triglia C.** (1988), *La construction sociale du marché. Le défi de la troisième Italie*, ENS-Cachan, Paris.
- Arnaud L.** (2007), « Une cité carnavalesque ? Le carnaval de Notting Hill à l'épreuve des politiques de développement urbain », *Pouvoirs dans la Caraïbe*, n° 16, à paraître.
- Blair T.**, (1998), *The Third way. New politics for the new century*, Fabian Society, Londres.
- Boltanski L. et Chiapello E.** (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris.
- C2D-Tremplin ANEPA** (2000), *Le détour créatif... au cœur de l'insertion*, Aléas, Lyon.
- Bernier L.** (1998), « La question du lien social ou la sociologie de la relation sans contrainte », *Lien social et politiques*, n°39, pp. 27-32.
- Castel R.** (1998), « Du travail social à la gestion sociale du non-travail », *Esprit*, n°241, Mars-Avril, pp. 28-47.
- Coleman, J-S.** (1990), *Foundations of Social Theory*, Belknap, Londres.
- Department of Trade and Industry** (2002), *Social Enterprise : a strategy for success*, HMSO, Londres.
- Entzinger H.** (2005), « Politiques d'intégration en Europe : un modèle multidimensionnel », in Arnaud L. (éd.), *Les minorités ethniques dans l'Union européenne. Politiques, mobilisations, identités*, La Découverte, Paris, pp. 25-45.
- Favell A.** (1998), *Philosophies of Integration. Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*, Macmillan, Londres.
- Grand Lyon Prospective** (1998), « Analyse socioculturelle des habitants de l'agglomération lyonnaise. Spécificités et évolution », *Les Cahiers Millénaire 3*, n°2.
- Heinich N.** (1991), *La gloire de Van Gogh*, Minuit, Paris.
- Jessop B.** (2002), « Liberalism, neoliberalism and urban governance : as state-theoretical perspective », in Brenner N. and Theodore N. (éds), *Spaces of neoliberalism. Urban restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell, Oxford, pp. 105-125.
- Le Galès P.** (2003), *Le retour des villes européennes*, Presses de Sc Po, Paris.
- London Development Agency** (2003), *The Economic Impact of the Notting Hill Carnival*, Mayor of London, Londres.
- London Skills Forecasting Unit** (2001), *Ethnic Capital. Shaping London's Local Economies*, Londres.
- Mayor of London** (2004), *Notting Hill Carnival : a strategic review*, Londres.
- Menger, P-M.** (2002), *Portrait de l'artiste en travailleur*, Seuil, Paris.
- Paddington Development Trust** (2002), *Annual report 2001-2002*, Londres.
- Pinson G.** (2002), *Projets et pouvoirs dans les villes européennes. Une comparaison de Marseille, Venise, Nantes et Turin*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Université Rennes 1, novembre.
- Putnam, R.D., with Leonardi R. and Nanetti R. Y.** (1993), *Making Democracy Work. Civic Traditions in Italy*, Princeton University Press, Princeton.
- Salais R. et Storper M.** (1993), *Les mondes de production*, éditions de l'EHESS, Paris.
- Veltz P.** (1994), *Mondialisation, villes et territoires*, PUF, Paris.
- White D.** (2005), « L'économie sociale est-elle conciliable avec l'économie libérale ? », in Amintas A., Gouzien A. et Perrot P. (éds), *Les chantiers de l'économie sociale et solidaire*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 291-306.
- Zhou M. et Bankston III C. L.** (1994), « Social Capital and the Adaptation of the Second Generation : the case of Vietnamese Youth in New Orleans », *International Migration Review*, vol. 18, n°4, pp. 821-845.